

Mois de la femme (page 2)

Célébrer oui, mais ...



Le 8 mars de chaque année, le Burundi se joint à d'autres pays pour célébrer la Journée internationale des droits de la femme.

ECONOMIE



Banque Centrale

La Banque centrale maintient sa politique monétaire... (page 3)

GENRE



Droits de la femme mutwa

Rencontrons Denise, une icône de Kavumu (page 4)

COOPERATION



Coopération Sino-Afrique

Wang Yi : « Sans modernisation de l'Afrique, il n'y aura pas ... » (page 5)



Le journal se rapproche de ses lecteurs. Il va diffuser des informations en continue et en intégralité 24h/24.

Editorial

La femme pour une transformation positive



Mélance Maniragaba,
Rédacteur en chef adjoint

Le mois de mars est dédié à la femme. Pour en arriver là, les débuts n'ont pas

été faciles. Des femmes leaders ont perdu la vie en défendant leurs droits. Ce n'est donc plus un secret : aujourd'hui, il existe un arsenal juridique et des politiques visant à améliorer les conditions des femmes. Cependant, il est nécessaire de s'en approprier pleinement.

Par ailleurs, la femme est désormais représentée dans les organes de prise de décision. Elle exerce des activités génératrices de revenus, participe à la transformation des ménages, accède aux crédits, fait des choix en matière de mariage... Cela sans oublier qu'elle fréquente les établissements scolaires.

Toutefois, tout n'est pas rose. Il existe encore des filles et des femmes analphabètes. Ce qui les expose aux « prédateurs de chair » ou aux mariages précoces. De plus, certaines pratiques religieuses et traditionnelles constituent des obstacles à l'épanouissement de la femme.

Il est rare qu'une femme devienne « Imam » ou « prêtre ». Pourtant, des femmes apôtres ou pasteurs prêchent aussi bien, voire mieux, que les hommes.

Qu'à cela ne tienne. Petit à petit, l'oiseau fait son nid. Nous sommes convaincus que, même dans les secteurs où la femme est

sous-représentée, tôt ou tard, le soleil brillera.

Cependant, du côté des femmes, la jouissance de leurs droits ne doit pas être perçue comme une célébration ou un signe d'égalité totale avec les hommes. Il s'agit plutôt d'une complémentarité qui doit les mener ensemble vers une transformation positive. Cela, de peur qu'un jour, les hommes ne se révoltent.

Certaines femmes, lorsqu'elles atteignent un niveau de richesse supérieur à celui de leur époux, commencent à le sous-estimer. D'autres, ayant compris le changement positif, considèrent

que leur contribution au ménage est indispensable. Possédant des richesses, elles s'investissent dans la gestion collective du foyer avec leur conjoint, initient des activités génératrices de revenus, et n'hésitent pas à acheter des vêtements ou même une bière pour leur époux.

Vivent ces dernières, vive le changement positif.

GENRE

8 Mars : Après le mode fête activons le mode lutte

Le 8 mars de chaque année, le Burundi se joint à d'autres pays pour célébrer la Journée internationale des droits de la femme. Une journée pour célébrer les avancées et les victoires d'un côté, et de l'autre pour identifier les défis qui persistent et ceux naissants en matière de droits de la femme. Qui parviendra à convaincre la plupart des femmes burundaises que le 8 mars n'est pas une journée de fêtes, mais de lutte ?

Le 8 mars est célébré chaque année au niveau national. Des milliers de pagnes sont achetés et cousus pour agrémenter cette journée. Les tailleurs peuvent en être témoins. C'est une occasion de se faire de l'argent pour les restaurants et les bars. C'est une fête. Certaines ne savent même pas de quelle fête il s'agit, mais bon... c'est la fête. « Le 8 mars est pour moi une journée dédiée à la femme. C'est une occasion de se réjouir avec d'autres femmes pour célébrer la grâce d'être appelée femme. Sans mentir, le thème choisi pour cette année, je ne l'ai pas pris par cœur », dit S.I, un agent de la fonction publique.

Certaines le prennent comme une journée où tout est permis et en font trop, jusqu'à se permettre des choses qui vont leur causer des ennuis le lendemain. Ce ne sont pas les exemples qui manquent. Des messages pour souhaiter une bonne journée internationale de la femme



Cette journée devrait davantage être considérée comme une occasion de s'engager dans une lutte collective pour le changement, en dépassant le simple cadre festif.

à leurs proches fusent de partout sur les réseaux sociaux, sur les statuts WhatsApp. Des confusions sont semées. Certains le confondent avec la journée dédiée à une mère, d'autres la souhaitent à n'importe qui, incluent les bébés filles, etc. Ne fallait-il pas un éclaircissement pour cette journée afin qu'il y ait un même point de vue sur sa signification ?

Mais on célèbre quoi au juste ?

« La célébration du 8 mars, loin d'être une simple commémoration, est un puissant moteur de changement pour les femmes. Elle offre une tribune mondiale pour célébrer les avancées et les victoires, tout en identifiant les défis qui persistent et ceux naissants », a annoncé Mme Violet Kakyoma, Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies au Burundi. C'était lors des activités de célébration de la Journée internationale des droits de la femme du 8 mars 2025 à Bubanza.

Le thème choisi pour cette année était : « Femme, pilier du développement : Soutenons-la pour l'atteinte de la Vision 2040-2060 de notre pays ». Mme Bucumi, présidente de la Ligue

des femmes, a appelé les femmes et les filles à profiter de la Journée internationale qui leur est dédiée pour s'autoévaluer, réfléchir sur leur parcours et leur avenir. « Les droits des femmes sont également abordés à travers la lutte contre les violences basées sur le genre. Lors de la célébration du 8 mars, nous dénonçons ces violences. Même si elles diminuent, elles existent toujours », dit Denise Mukeshimana, une femme de l'ethnie Twa résidant à Kayanza.

Ce ne sont pas les sujets de lutte qui manquent

Les femmes burundaises font face à plusieurs défis qui nécessitent une lutte continue pour améliorer leurs conditions de vie et garantir leurs droits. Malgré des progrès, la représentativité des femmes dans les instances de prise de décision reste faible. Les normes culturelles et de genre continuent de limiter l'accès des femmes à des postes de prise de décisions.

Les violences domestiques, économiques, sexuelles et psychologiques restent un problème majeur au Burundi. Bien que des efforts soient faits pour

sensibiliser et réduire ces violences, elles persistent dans de nombreuses communautés. Les femmes, en particulier celles des zones rurales, ont un accès limité aux ressources économiques comme la terre, les crédits et les opportunités d'emploi, ce qui freine leur autonomisation économique.

Bien que des progrès aient été réalisés, l'accès à l'éducation pour les filles reste un défi, surtout dans les zones rurales. Les mariages précoces et les grossesses adolescentes contribuent également à l'abandon scolaire, pour ne citer que ceux-là.

En 1977, l'Organisation des Nations Unies (ONU) officialise le 8 mars comme Journée internationale des droits des femmes, invitant tous les pays à célébrer cette journée pour promouvoir les droits des femmes et l'égalité des sexes. Au Burundi, cette journée devrait davantage être considérée comme une occasion de s'engager dans une lutte collective pour le changement, en dépassant le simple cadre festif.

Florence Inyabuntu

BurundiEco
Media - Event - Marketing

Rohero I, Avenue de la Révolution, n°8
Référence CNC : 100/CNC/236/2012
Parution le vendredi

Directeur de publication et Rédacteur en chef : Benjamin Kuriyo

Rédacteur en chef adjoint : Mélance Maniragaba

Service commercial : +257 22 277868 / 65800014

Taux de change du 14 Mars 2025

Sources : BRB/www.brb.bi

Monnaies étrangères	Marché officiel	
	Acheteur	Vendeur
Dollar USA	2903	2950
Euro	3148	3199
Shi. Kenyan	22,4196	22,7812
Shi. Tanzanien	1,0977	1,1154
Shi. Ougandais	0,7926	0,8054
Fr Rwandais	2,0668	2,1002

La Banque centrale maintient sa politique monétaire restrictive face aux pressions inflationnistes

Le Comité de Politique Monétaire (CPM) de la Banque de la République du Burundi (BRB) s'est réuni pour analyser les récentes évolutions macroéconomiques aux niveaux international, régional et national. Face à une inflation persistante et à des perspectives économiques contrastées, l'institution a décidé de maintenir une politique monétaire restrictive afin de stabiliser l'économie burundaise. Les conclusions de cette réunion ont été rendues publiques par le gouverneur de la BRB, Edouard Normand Bigendako, jeudi le 14 mars 2025



Edouard Normand Bigendako, gouverneur de la Banque centrale, réaffirme l'engagement de cette institution à ramener l'inflation à 8% à moyen terme.

Au Burundi, la croissance économique reste modérée, tandis que l'inflation demeure une préoccupation majeure. Le Comité de Politique Monétaire (CPM) note une hausse de 87,2 % de la production de café vert au quatrième trimestre 2024, tandis que celle du thé sec a chuté de 22,4 % en raison de perturbations dans la collecte et l'usinage. La croissance économique burundaise est estimée à 3,9 % en 2024 contre 3,3 % en 2023, portée principalement par le secteur tertiaire (banques, assurances, administration publique, télécommunications). En 2025, elle devrait atteindre 4,6 %, stimulée par la reprise de l'agriculture vivrière et la dynamique du secteur extractif.

Sur le plan extérieur, la balance

des paiements affiche une réduction du déficit du compte des transactions courantes, grâce à une contraction du déficit commercial et à une amélioration des revenus secondaires. Cependant, la dette publique a augmenté de 15,1 % en 2024, atteignant 50,4 % du PIB, en grande partie à cause de la hausse de la dette intérieure (+20,5 %).

Malgré une politique monétaire restrictive, l'inflation reste préoccupante. L'indice des prix à la consommation a bondi de 30,0 % au quatrième trimestre 2024, contre 20,1 % au trimestre précédent. Cette flambée s'explique par plusieurs facteurs, notamment la hausse des prix alimentaires (+29,0 %), de l'inflation sous-jacente (+31,2 %) et

des coûts énergétiques (+34,0 %). Les projections pour le premier trimestre 2025 indiquent que ces tensions pourraient perdurer, alimentées par des risques géopolitiques régionaux et des perturbations dans le transport.

Une inflation mieux maîtrisée dans la région

Dans la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC), la croissance économique est attendue à 5,4 % en 2024 et 5,9 % en 2025. Cependant, des incertitudes persistent, notamment en raison de l'instabilité politique et des conditions de financement resserrées. L'inflation régionale, en revanche, a fortement diminué, atteignant en moyenne 3,1 % dans les principales économies (Kenya, Ouganda, Tanzanie et Rwanda).

Selon les perspectives économiques du Fonds Monétaire International (FMI) publiées en janvier 2025, la croissance mondiale devrait atteindre 3,2 % en 2024 et 3,3 % en 2025, un niveau inférieur à la moyenne historique de 3,7 % observée entre 2000 et 2019. L'inflation mondiale suit une tendance baissière, passant de 5,9 % au quatrième trimestre 2023 à 4,6 % sur la même période en 2024 dans la zone de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Cette diminution est attribuée au resserrement monétaire et à l'amélioration des chaînes d'approvisionnement. Cependant, des incertitudes demeurent, notamment en raison des tensions

commerciales impliquant les États-Unis.

Quelles mesures pour inverser la tendance ?

Face à ces défis susmentionnés, la BRB maintient une politique monétaire restrictive et adopte plusieurs mesures pour stabiliser l'économie. Premièrement, la Banque centrale maintient le taux directeur à 12 %. En plus, elle va renforcer la coordination entre les politiques monétaire et budgétaire. En troisième position, la BRB accélère des réformes de modernisation des systèmes de paiement. Ce n'est pas tout, elle améliore la gestion des marchés monétaire et de change. Cinquièmement, la Banque centrale s'engage à communiquer régulièrement avec les acteurs économiques pour ancrer les anticipations inflationnistes.

Le gouverneur de la BRB, Edouard Normand Bigendako, a réaffirmé l'engagement de la banque centrale à ramener l'inflation à 8 % à moyen terme. Parmi les mesures envisagées, l'institution prévoit d'intensifier ses efforts pour assurer un approvisionnement régulier en carburant, en collaboration avec les acteurs du secteur. Grâce à ces initiatives, la BRB espère contenir les pressions inflationnistes et créer un environnement économique stable, propice à une croissance soutenue et inclusive au Burundi.

Gilbert Nkurunziza

EDUCATION

Les jeunes filles face aux défis de l'éducation

A l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, la Banque mondiale a organisé un échange avec des élèves de Bujumbura pour discuter des obstacles entravant leur accès à l'éducation. Entre précarité financière, pressions sociales et risques de harcèlement, de nombreuses jeunes filles voient leur parcours scolaire menacé. Face à ces défis, des solutions doivent être mises en place pour garantir leur droit à l'éducation et leur offrir un avenir meilleur.

A Bujumbura, à la veille de la Journée internationale des droits des femmes (le 7 mars 2025), la Banque mondiale a organisé un échange avec des élèves de différentes écoles de la ville entre autres Lycée Notre Dame Rohero, Ecole Fondamentale Sainte Famille de Kinama... afin de discuter des obstacles entravant leur parcours scolaire. Cette rencontre a mis en lumière de nombreux défis sociaux, économiques et culturels qui freinent l'accès des jeunes filles à l'éducation.

Pour beaucoup d'entre elles, la pauvreté reste l'un des principaux facteurs d'abandon scolaire. Issues de familles aux revenus modestes, parfois élevées par un seul parent, les filles peinent à payer les frais de scolarité et à couvrir les dépenses essentielles telles que l'achat de fournitures ou d'uniformes. Cette précarité est souvent exacerbée par des problèmes familiaux, notamment les divorces, qui déstabilisent les enfants et affectent



La rencontre des cadres de la Banque mondiale au Burundi avec les jeunes filles a mis en lumière de nombreux défis sociaux, économiques et culturels freinant l'accès des filles à l'éducation.

leur motivation à poursuivre leurs études.

Au-delà des difficultés financières, certaines traditions et normes sociales continuent de freiner la scolarisation des filles. Dans certaines familles, la conviction persiste qu'une jeune fille doit rester à la maison pour accomplir les tâches ménagères ou qu'elle doit être mariée dès son plus jeune âge. Ces mariages précoces mettent un terme à leur éducation et les privent d'un avenir prometteur.

Un autre enjeu majeur concerne

les abus et le harcèlement dont certaines élèves sont victimes au sein même du système éducatif. Des cas de harcèlement sexuel, parfois impliquant des enseignants en échange de bonnes notes, ont été évoqués lors des échanges. Ces situations, bien que taboues, existent bel et bien et poussent certaines filles à abandonner l'école.

Les adolescentes doivent également faire face à un manque de motivation et de soutien. Le manque de modèles de réussite dans leur entourage peut les décourager, notamment lorsqu'elles voient

leurs aînés confrontés au chômage. Par ailleurs, les moqueries sur l'apparence physique, la gêne liée aux menstruations ou encore le sentiment d'infériorité amplifient leur malaise en milieu scolaire. De plus, l'absence de dialogue avec les parents, souvent peu disponibles, pousse certaines jeunes filles à chercher du réconfort auprès de leurs camarades masculins. Ce qui peut conduire à des relations précoces et à des grossesses non désirées.

Quelles solutions pour un avenir meilleur ?

Face à ces défis, il est urgent d'agir. Selon les différents intervenants, il est essentiel de sensibiliser les familles à l'importance de l'éducation des filles et de renforcer les dispositifs de protection contre les abus en milieu scolaire. Des mesures doivent également être mises en place pour améliorer les conditions d'apprentissage et encourager les jeunes filles à poursuivre leurs études. L'éducation des filles est un levier essentiel pour le développement d'un pays. En leur offrant un cadre sûr et propice à l'apprentissage, c'est toute la société qui en bénéficiera durablement.

La représentante résidente de la Banque mondiale au Burundi, Hawa Cissé Wagué, souligne le rôle crucial de la famille et de la communauté dans l'éducation des jeunes filles. « Une famille bien structurée, où les parents sont présents et investis dans l'éducation de leurs enfants, favorise leur réussite. Une communauté qui valorise l'école est également un atout. Il nous faut construire une société où l'éducation est au cœur de notre stratégie de développement », a-t-elle déclaré.

Elle a également insisté sur l'impact du niveau de revenu des ménages. « Les enfants issus de familles aisées restent plus longtemps à l'école que ceux dont les parents ont des moyens limités. C'est pourquoi l'appui de la Banque mondiale aux familles défavorisées est essentiel, afin qu'elles puissent bénéficier de ressources supplémentaires pour assurer la scolarisation de leurs enfants », a-t-elle ajouté.

Gilbert Nkurunziza

Droits de la femme mutwa : Rencontrons Denise, une icône de Kavumu

La femme de l'ethnie Twa a longtemps été victime de discrimination, que ce soit de la part de ses pairs des autres ethnies ou par un manque de considération pour elle-même. Denise Mukeshimana, elle, a refusé de rester éternellement sous le joug de cette discrimination et d'en être une victime. Elle nous raconte comment cette mentalité a sauvé sa vie ainsi que celle de ses consœurs



Denise Mukeshimana : « Je ne me cache jamais et je participe activement aux réunions avec les autres membres de la communauté ».

Elle s'appelle Denise Mukeshimana. C'est une femme de l'ethnie Twa originaire de Kavumu, commune et province de Kayanza. En plus d'être agricultrice, elle est également animatrice communautaire sur cette même colline, ce qui n'est pas courant chez les Batwa. Son principe est simple : « Je ne me cache jamais et je participe activement aux réunions avec les autres membres de la communauté », affirme-t-elle.

Son courage a fini par payer. Elle a réussi à intégrer le groupe des animateurs communautaires dans sa localité. « Ils m'ont fait confiance, car ils savent que je suis une personne avisée. Je suis passée par l'école, même si je n'ai pas poursuivi mes études après la sixième année primaire », témoigne-t-elle.

Un gain pour sa communauté

Comme elle le raconte, son chemin a été long et semé d'embûches. « Beaucoup disaient que je ne serais pas capable, mais aujourd'hui, ils reconnaissent mes efforts à travers

mes collaborations avec mes concitoyens », dit-elle.

Elle témoigne avoir gagné la confiance des médecins au centre de santé, notamment en ce qui concerne les vaccins et le suivi des enfants dans le village. « Ils me donnent des médicaments et je les utilise correctement, sans aucun problème. Même le centre de santé reconnaît mon engagement », ajoute-t-elle.

Au sein de sa communauté, Mme

Mukeshimana a également marqué un grand impact. Elle a sensibilisé les populations sur la planification familiale et les consultations prénatales précoces et constate une réelle évolution. Sa communauté a aussi adopté l'enregistrement des enfants à l'état civil, une pratique qui n'existait pas auparavant. Elle se réjouit que désormais, les enfants soient enregistrés en masse et que les membres décédés soient déclarés. « Avant que je ne sois responsable de ce domaine, ces pratiques étaient quasi inexistantes.

Tout cela est grâce aux formations que je reçois et transmets à ma communauté », se réjouit-elle.

Déterminée à continuer la lutte

Dans sa lutte, Mme Mukeshimana insiste pour que les enfants Batwa aillent et restent à l'école. Elle a permis à 13 enfants Batwa de reprendre le chemin de l'école et ils sont maintenant en sixième année. Elle explique qu'avant, les enfants

abandonnaient les études dès la troisième année primaire. Pour elle, la pauvreté ne doit pas être une excuse pour l'abandon scolaire. « La pauvreté persiste, mais je leur donne des conseils, je rends visite aux familles et j'accompagne les enfants pour qu'ils restent à l'école. Je les encourage à lever la tête et à ne pas sombrer dans la mendicité. Même dans les conditions les plus modestes, il est possible de trouver une solution pour que les enfants puissent étudier », dit-elle, convaincue.

Quid de son développement économique ?

Pour son propre développement économique, Mukeshimana mise sur l'agriculture. Actuellement, elle est en train de récolter du maïs qu'elle a cultivé, tout en semant des haricots. Les produits de sa récolte lui suffisent, car elle n'a pas eu besoin d'acheter des semences ; elle utilise celles qu'elle produit elle-même. En tant qu'animatrice communautaire, lorsque des soutiens financiers lui sont octroyés par le centre de santé, elle les utilise pour compléter les besoins de sa ferme, comme acheter du fumier pour améliorer l'entretien des champs. Depuis 19 ans, elle est membre d'une association d'épargne et de crédit.

« Je crois que les femmes Batwa doivent se rapprocher des autres, partager leurs expériences et cesser de s'isoler. Elles doivent comprendre que la solidarité est la clé de la réussite collective », affirme-t-elle.

Florence Inyabuntu

COOPÉRATION

Wang Yi : « Sans modernisation de l'Afrique, il n'y aura pas de modernisation du monde »

Le ministre des Affaires Etrangères de la République populaire de Chine se réjouit des fruits de la coopération sino-africaine. Wang Yi invite la communauté internationale à soutenir les efforts des pays africains pour accélérer le processus d'industrialisation et de modernisation du continent. Il s'est également exprimé sur la position de la Chine par rapport à la crise ukrainienne, les conflits au Moyen-Orient ou encore les relations commerciales entre la Chine et les Etats-Unis sous l'administration Trump



M. Wang Yi, ministre des Affaires étrangères chinois invite la communauté internationale à soutenir les efforts de développement de l'Afrique pour réussir son industrialisation.

En marge de la troisième session de la 14e Assemblée populaire nationale (APN), M. Wang Yi, ministre des Affaires étrangères vient d'animer une conférence de presse à Beijing. Il est revenu sur la coopération sino-africaine en insistant sur les fruits de cette coopération dans le domaine des infrastructures routières et ferroviaires. Il invite la communauté internationale à soutenir les efforts de développement de l'Afrique pour réussir son industrialisation. « L'Afrique est la terre de l'espoir au 21^{ème} siècle. Sans modernisation de l'Afrique, il n'y aura pas de modernisation du monde. La stabilité et le développement de l'Afrique sont liés au destin commun de l'humanité. Le monde doit écouter la voix de l'Afrique et prêter attention à ses préoccupations.

L'Afrique connaît un nouvel éveil et tous les pays doivent l'aider à s'engager sur une nouvelle voie de développement indépendant et autonome », a déclaré le patron de la diplomatie chinoise.

Une coopération de plus en plus renforcée

Wang Yi affirme que sous la direction conjointe du président Xi Jinping et des dirigeants africains,

les relations sino-africaines entrent dans la meilleure période de leur histoire. La Chine a réalisé une « couverture complète » du partenariat stratégique avec tous les pays africains avec lesquels elle entretient des relations

diplomatiques, et le positionnement de la communauté de destin Chine-Afrique a été élevé au niveau de « tout temps ».

Suite à la page. 5



Au cours des 25 dernières années, la Chine a soutenu les pays africains dans la mise en œuvre des projets de construction et modernisations des infrastructures routier.

Au cours des 25 dernières années, la Chine a soutenu les pays africains dans la mise en œuvre des projets de construction et modernisations des infrastructures routiers et ferroviaires. A ce titre d'exemple, près de 100 000 km de routes et plus de 10 000 km de voies ferrées ont été érigées. Au cours des trois dernières années, les entreprises chinoises ont créé plus de 1,1 million d'emplois en Afrique. En outre, rappelle M. Wang Yi, la Chine est restée le premier partenaire commercial de l'Afrique pendant 16 années consécutives. La coopération Chine-Afrique a apporté des bénéfices visibles, tangibles et bénéfiques à nos frères et sœurs africains.

Quel sort du Sommet de Bieijing ?

Le ministre Wang Yi affirme que la Chine est prête à appuyer le processus d'industrialisation et de modernisation du secteur agricole

conformément aux « Dix actions de partenariat ». Pour booster les échanges commerciaux, la Chine applique des tarifs préférentiels aux produits en provenance du continent.

Elle investit dans la création de nouveaux pôles de croissance tels que le numérique, l'écologie et l'intelligence artificielle et finance au moins 1 000 micro-projets qui profitent aux populations. Les échanges d'expériences en matière de gouvernance renforcent en quelque sorte la représentation et la voix de l'Afrique dans les affaires internationales.

Il importe de signaler que cette année, l'Afrique abritera pour la première fois, le sommet du G20. La Chine soutient fermement l'Afrique du Sud dans ses efforts pour assumer ses responsabilités en tant que pays à la tête du G20 et laisser une « empreinte africaine » claire sur la gouvernance mondiale.

« Une solution à deux Etats » pour résorber la crise au Moyen-Orient

Face aux intentions du président américain de prendre le contrôle de la bande de Gaza et relocaliser les Palestiniens, le ministre Wang Yi rétorque que la bande de Gaza appartient au peuple palestinien et fait partie intégrante du territoire palestinien. Pour ce faire, poursuit-il, toute tentative de modifier par force le statut de Gaza n'apportera pas la paix, mais plutôt ne fera que déclencher de nouveaux conflits. « Nous soutenons le plan de restauration de la paix à Gaza initié conjointement par l'Egypte et les pays arabes. La volonté du peuple ne peut être violée et la justice ne peut être abolie. Si les grandes puissances se soucient réellement du peuple de Gaza, elles devraient promouvoir un cessez-le-feu global et durable à Gaza, accroître l'aide humanitaire, défendre le principe

selon lequel « les Palestiniens gouvernent la Palestine » et contribuer à la reconstruction de Gaza ».

Wang Yi signale que tant que le Moyen-Orient n'est pas en paix, le monde ne sera pas en paix, et la question palestinienne a toujours été au cœur du problème du Moyen-Orient. Dans la prochaine étape, les efforts de la communauté internationale devraient plutôt se concentrer davantage sur la « solution à deux États » et davantage sur le soutien à la création d'un État palestinien indépendant. « C'est seulement de cette manière que la Palestine et Israël pourront véritablement coexister pacifiquement et que les peuples arabe et juif pourront coexister dans une amitié à long terme », conclut-il.

Chine-Etats-Unis : « le conflit et la confrontation ne devraient pas être une option »

Peu de temps après son retour à la Maison Blanche, le président Donald Trump a imposé une nouvelle série de droits de douane sur les marchandises chinoises exportées vers les États-Unis sous prétexte qu'elles contenaient du fentanyl. Le ministre des Affaires étrangères de la République Populaire de Chine rejette en bloc les reproches formulés par le gouvernement américain. « Je tiens tout d'abord à préciser que la Chine a toujours fermement réprimé le trafic et la production de drogue. C'est le pays qui applique aujourd'hui les politiques de contrôle des drogues les plus strictes et les plus rigoureuses au monde. Dès 2019, à la demande même des États-Unis, nous sommes devenus les premiers au monde à répertorier toutes les substances de type fentanyl. L'abus de fentanyl aux États-Unis est un problème auquel les États-Unis eux-mêmes doivent faire face et qu'ils doivent résoudre »

Il insiste sur le fait que le respect mutuel demeure une norme fondamentale dans les relations entre les pays et une condition préalable importante pour les relations sino-américaines. « Aucun pays ne peut imaginer qu'il puisse réprimer et contenir la Chine tout en développant de bonnes relations avec elle. Cette approche « à double face » non seulement n'est pas propice à la stabilité des relations bilatérales, mais elle ne permet pas non plus d'instaurer la confiance mutuelle ».

M. Wang Yi révèle que les relations économiques et commerciales entre la Chine et les États-Unis sont mutuelles et égalitaires. « S'ils choisissent de coopérer, des bénéfices mutuels et des résultats gagnant-gagnant seront obtenus, s'ils continuent à exercer la pression, la Chine contre-attaquera résolument », avertit-il.

Pour lui, en tant que plus grand pays en développement et pays développé du monde aujourd'hui, la Chine et les États-Unis existeront tous deux sur cette planète pendant longtemps et doivent donc coexister pacifiquement. Reprenant les propos du président Xi Jinping lors d'un entretien téléphonique avec le président Trump, le conflit et la confrontation ne devraient pas être une option. Le patron de la diplomatie chinoise déclare que la Chine et les États-Unis ont de nombreux intérêts communs et un large espace de coopération. Ils peuvent devenir partenaires, réussir ensemble et prospérer ensemble.

Ukraine : La Chine encourage le dialogue entre les parties en conflit

Dès le premier jour de la crise, la Chine a appelé au dialogue et à la négociation pour un règlement politique de la crise et travaillé activement pour la paix et les pourparlers. La position de la Chine est depuis toujours une position objective et impartiale, et la voix de la Chine, toujours une voix calme et équilibrée, explique M. Wang Yi.

La Chine accueille favorablement et soutient tout effort en faveur de la paix. Le conflit ne fait pas de gagnants, et la paix ne fait pas de perdants. C'est sur la table de négociations que le conflit prend fin et que la paix se rétablit. Pour le ministre des affaires étrangères, la conclusion d'un accord de paix durable et accepté par toutes les parties concernées est un consensus précieux durement acquis et un objectif commun à poursuivre.

Benjamin Kuriyo



Pour booster les échanges commerciaux, la Chine applique des tarifs préférentiels aux produits en provenance du continent.



VOULEZ -VOUS RENFORCER VOTRE
VISIBILITÉ? VOULEZ-VOUS OFFRIR
DES CADEAUX CUSTOMISÉS
DE FIN D'ANNÉE?

PARMI SA GAMME DE PRODUITS,
HOPE DESIGN VOUS PROPOSE
DES GOURDES PERSONNALISÉES

